

Que pense l'UPR du discours très critique de Dominique de Villepin envers l'UE et les États-Unis à la tribune de l'ONU ?



Dominique de Villepin et son mouvement « République solidaire »

Quelques-uns de nos sympathisants nous ont interrogés pour savoir ce que nous pensions du nouveau « *mouvement politique* » dont M. Dominique de Villepin a annoncé la création au cours d'une conférence de presse donnée le 25 mars 2010.

1) M. de Villepin est membre de l'UMP et son nouveau mouvement aussi

L'UPR est un parti politique qui a ses propres analyses et son propre programme.

M. de Villepin, quant à lui, est membre d'un autre parti : l'UMP.

M. de Villepin a également indiqué que le nouveau "*mouvement*" qu'il a décidé de créer resterait membre de l'UMP.

Pas plus qu'il ne viendrait à l'esprit de l'UMP de faire la promotion de l'UPR, il n'y a aucune raison pour que nous fassions la promotion de l'UMP, comme de tout autre mouvement ou responsable politique, quel qu'il soit.

Ce serait d'ailleurs contraire à notre Charte fondatrice qui prévoit expressément que l'UPR se situe au-dessus du clivage droite gauche, et donc au-dessus des partis. C'est une condition *sine qua non* pour rassembler tous les Français de bonne volonté, d'où qu'ils viennent, afin de faire sortir au plus vite la France du piège européen, qui est et qui demeure notre objectif essentiel.

2) M. de Villepin ne propose en rien un projet substantiellement différent des autres

M. de Villepin a eu, il est vrai, le mérite immense de prononcer à l'ONU, en 2003, un discours mémorable contre le projet américano-atlantiste de guerre en Irak. Ce discours, conforme au droit international et à la justice, a valu instantanément à la France un immense regain de popularité et de sympathie à travers le monde. Nous ne l'avons pas oublié et nous estimons toujours, sept ans après les faits, que M. de Villepin avait défendu haut et fort la grandeur de la France, en en faisant le porte parole de la liberté et de la dignité des peuples face à l'hégémonie américano-atlantiste.

Détail fondamental, jamais souligné ni à l'époque ni depuis, la position française développée à l'ONU par M. de Villepin a violé les dispositions du traité sur l'Union européenne, dit traité de Maastricht. Celui-ci prévoit en effet, dans la partie V concernant "la Politique Etrangère et de Sécurité Commune" (PESC), que "*Les États membres qui sont membres permanents du Conseil de sécurité* [clause visant expressément la Grande Bretagne et la France] *veilleront, dans l'exercice de leurs fonctions, à défendre les positions et l'intérêt de l'Union.*" (article J5, alinea 4). Or, en 2003, à part la Belgique et l'Allemagne qui avaient gardé une attitude d'apparente neutralité, tous les autres Etats membres de l'Union européenne soutenaient ardemment la position américaine. La position française a donc violé cet article J5. **Cela a fourni au passage la preuve que la construction européenne, loin de nous assurer la paix, nous pousse tout au contraire dans la voie de guerres néo-coloniales injustes et contraires au droit international public.**

Nonobstant cet exemple grandeur nature, **M. de Villepin a cependant appelé ensuite à voter OUI à la Constitution européenne en 2005, et ne s'est jamais déclaré publiquement contre le traité de Lisbonne qui l'a remplacée après le référendum de 2005.**

Or, en créant un poste de président de l'Union européenne et un poste de ministre des affaires étrangères de l'Union européenne, et en prévoyant la création d'un véritable service diplomatique "européen", le traité de Lisbonne a verrouillé encore un peu plus la liberté de manoeuvre et de stratégie de la France, en enfermant la patrie de Jaurès et de De Gaulle dans cette camisole belliciste euro-atlantique qu'est l'UE.

Comment M. de Villepin peut-il appeler à voter OUI au référendum de 2005 et soutenir ce type d'évolutions dont la conséquence concrète est de rendre définitivement impossible un nouveau discours comparable à celui qu'il fit en 2003 sur l'Irak ?

Notons d'ailleurs que **M. de Villepin reste tout aussi silencieux sur ce qu'il convient de faire concrètement :**

- quant à la réintégration de la France dans le commandement militaire de l'OTAN,
- quant à la présence de troupes françaises en Afghanistan, et sur les massacres hebdomadaires de civils que celle-ci occasionne,
- quant aux dégâts que cause chaque jour l'Union européenne dans tous les domaines,
- quant au rôle décisif joué par la Commission européenne à l'Organisation Mondiale du Commerce pour accélérer les délocalisations industrielles qui sont en train de vider la France de sa richesse et de ses savoir-faire,
- quant à la mise en concurrence frontale des salariés français avec les centaines de millions de salariés de pays en voie de développement, chinois ou indiens notamment, concurrence insoutenable du point de vue des coûts, dont il ne peut résulter qu'une paupérisation accélérée des Français et un chômage croissant,
- quant au démantèlement constant du droit du travail exigé par la Commission européenne (M. de Villepin s'étant d'ailleurs illustré, lorsqu'il était Premier ministre, par le projet de CPE qui fit descendre des millions de Français dans les rues),
- quant aux effets désastreux de l'euro sur le niveau de vie des Français et sur la compétitivité de nos entreprises,
- quant au rôle fondamental qu'ont joué les dispositions interdisant à la Banque de France de consentir des avances à l'État, dans le gonflement exponentiel et sans fin des déficits publics,
- quant à la stratégie américaine constante depuis 60 ans, qui a visé à engluer la France dans une "construction européenne" de plus en plus ingérable dont Washington seul peut tirer les ficelles,
- etc.

Conclusion : l'UPR est le seul parti dont l'audience croissante démontre la nocivité des ambiguïtés politiciennes

L'UPR étant le parti qui a décidé de dire la vérité aux Français, nous nous refusons évidemment à entrer dans le jeu de tels silences et de telles ambiguïtés.

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~

Nous récusons d'ailleurs le raisonnement roublard, continuellement susurré par certains "souverainistes" ou pseudo « gaullistes » depuis 40 ans, selon lequel il serait bien "*plus habile*" de se complaire dans ces clairs-obscur.

Car, comme l'a prouvé toute l'histoire depuis le départ de Charles de Gaulle du pouvoir en 1969, tous ces non-dits et toutes ces ambiguïtés n'ont JAMAIS profité à la cause de la liberté et de la souveraineté de la France.

Toutes ces ambiguïtés et toutes ces contorsions n'ont au contraire toujours eu pour résultat que de tromper et décourager l'opinion publique, et donc de laisser la voie libre à cette construction européenne qui est en train de détruire la France.

L'UPR n'entrera pas dans ce jeu. C'est pour cela que l'UPR est un parti sans équivalent sur la scène politique française.